

mitisme aujourd'hui passe par la lutte contre l'oubli de ses conséquences les plus tragiques, hier.

Le «devoir de mémoire» est érigé en instrument d'édification d'une jeunesse tolérante. Au service du «plus jamais ça», les programmes d'histoire des collèges et des lycées intègrent des séquences sur l'affaire Dreyfus, la Shoah, le régime de Vichy. Presque trente ans plus tard, la nouvelle vague antisémite commande d'interroger l'efficacité de ce paradigme mémoriel. La refonte des programmes du lycée qui se profile, adossée à celle du baccalauréat, pourrait opportunément constituer un temps pour repenser l'enseignement de l'histoire de l'antisémitisme. Il s'agit ici de plaider pour une approche renouvelée qui convoque le



A l'université, attention à ne pas ban

Un collectif d'intellectuels s'indigne de la multiplication de colloques à visées militantes. Un nouvel antiracisme assimile juifs et oppresseurs et ravive ainsi des clichés antisémites

Par EMMANUEL DEBONO
et ALAIN POLICAR

Nous souhaitons vivement attirer l'attention sur certains processus de banalisation de l'antisémitisme à l'université depuis quelques années. Fin 2012, à l'université de La Rochelle, fin 2012, des étudiants voulant critiquer la marchandisation du monde montaient une pièce de théâtre dans laquelle le prétendu rapport des juifs à l'argent était présenté comme une évidence. Malgré les protestations, l'université était restée impassible.

L'invitation d'Houria Bouteldja à l'université de Limoges, le 24 novembre, obéit à une logique semblable. Pour en défendre l'opportunité, le président de l'université – qui a dû, face aux protestations, se résoudre à annuler l'événement – a argué que «les séminaires de recherche doivent être l'occasion de discuter sans préjugés de l'ensemble des idées aujourd'hui présentes dans notre société et, si elles sont contraires à nos valeurs, c'est aussi l'occasion de les combattre, mieux que par la censure».

Discuter de tout est une chose. La question est de savoir avec qui et dans quel but. Quand approfondit-on la recherche et la visée de connaissance? A partir de quand bascule-t-on dans l'idéologie et la

propagande? Peut-on suggérer, pour une prochaine rencontre, un débat entre un représentant du créationnisme et un théoricien de l'évolution? Ou entre un négationniste et un historien de la Shoah?

Car après avoir officiellement soutenu la «résistance du Hamas», déclaré, en 2012, «Mohamed Merah, c'est moi», après avoir fièrement posé à côté d'un graffiti «Les sionistes au goulag» et condamné les mariages mixtes, Houria Bouteldja a pu, dans son dernier livre, *Les Blancs, les Juifs et nous* (La Fabrique, 2016), renvoyer à longueur de pages les Blancs à leur indépassable «blanchité» et exprimer son obsession des juifs. Elle se dit capable de reconnaître les juifs «entre mille», par leur «soif de vouloir se fondre dans la blanchité». L'antisémitisme serait l'apanage des Blancs, l'antisionisme étant au contraire un instrument d'émancipation: «L'antisionisme est notre terre d'asile. Sous son haut patronage, nous résistons à l'intégration par l'antisémitisme tout en poursuivant le combat pour la libération des damnés de la terre.» Propos présentant l'intérêt d'être discutés «sans préjugés» ou appels caractérisés au mépris sinon à la haine?

Certains chercheurs ont répondu à cette question en trouvant quelque vertu à la pensée de la présidente du

Parti des indigènes de la République (PIR). Déjà le 19 juin, sur *Le Monde.fr*, il furent quelques-uns à lui témoigner leur soutien dans ce qui se voulait une vigoureuse défense de l'antiracisme politique. La pensée de la militante était alors promue comme le début d'un travail d'émancipation à l'égard des catégories oppressives. Critiquer cette perspective c'était se détourner de la lutte en faveur des plus démunis, «prolétaires, paysans chômeurs, laissés-pour-compte, sacrifiés de l'Europe des marchés et de l'Etat». Qui trop embrasse... On voit mal pourtant comment concilier la mixophobie revendiquée et la «politique de l'amour révolutionnaire» chantée par l'auteur. Aveuglés, nous avions osé penser qu'il s'agissait là d'idées incompatibles!

D'ÉTRANGES SYNDICALISTES

La banalisation de l'antisémitisme emprunte le chemin d'une confusion de genres, d'un refus de hiérarchiser, lors que l'université et certains de ses acteurs ne distinguent plus la recherche scientifique de l'activisme. La multiplication, depuis quelque temps, de colloques ou de journées d'études à visées militantes, faisant intervenir de proches du PIR ou des partisans de ses théories, a de quoi inquiéter.

Le phénomène a son pendant dans l'enseignement secondaire, où d'étranges syndicalistes ont tenté d'organiser des ateliers «en non-mixité raciale». Car ce nouvel «antiracisme» a la particularité de réinvestir la pensée essentialisant et racisante, en circonscrivant la problématique du racisme dans un rapport dominants-dominés que nourrirait



derangeantes» dans le cadre scolaire. Ne pas prendre cette part au combat intellectuel contre le retour de l'antisémitisme, c'est laisser nos élèves seuls face aux prêcheurs de haine qui recyclent à l'envi vieux mythes antijuifs et thèses complotistes relayés sans filtre par les réseaux sociaux. L'école doit prolonger le travail de Jules Isaac pour que le préjugé antisémite proféré par Ernest Renan en 1873, «ce ne peut être sans raison que ce pauvre Israël a passé sa vie de peuple à être massacré», ne reste pas sans que lui soit opposée une réponse élaborée et rationnelle. ■



Benoît Drouot est professeur d'histoire-géographie en lycée

on à ne pas banaliser la judéophobie

Parti des indigènes de la République (PIR). Déjà le 19 juin, sur *Le Monde.fr*, ils furent quelques-uns à lui témoigner leur soutien dans ce qui se voulait une vigoureuse défense de l'antiracisme politique. La pensée de la militante était alors promue comme le début d'un travail d'émancipation à l'égard des catégories oppressives. Critiquer cette perspective, c'était se détourner de la lutte en faveur des plus démunis, «prolétaires, paysans, chômeurs, laissés pour compte, sacrifiés de l'Europe des marchés et de l'Etat». Qui trop embrasse... On voit mal pourtant comment concilier la mixophobie revendiquée et la «politique de l'amour révolutionnaire» chantée par l'auteure. Aveuglés, nous avons osé penser qu'il s'agissait là d'idées incompatibles!

D'ÉTRANGES SYNDICALISTES

La banalisation de l'antisémitisme emprunte le chemin d'une confusion des genres, d'un refus de hiérarchiser, lorsque l'université et certains de ses acteurs ne distinguent plus la recherche scientifique de l'activisme. La multiplication, depuis quelque temps, de colloques ou de journées d'études à visées militantes, faisant intervenir des proches du PIR ou des partisans de ses théories, a de quoi inquiéter.

Le phénomène a son pendant dans l'enseignement secondaire, où d'étranges syndicalistes ont tenté d'organiser des ateliers «en non-mixité raciale». Car ce nouvel «antiracisme» a la particularité de réinvestir la pensée essentialisante et racisante, en circonscrivant la problématique du racisme dans un rapport dominants-dominés que nourriraient

L'UNIVERSITÉ ET CERTAINS DE SES ACTEURS NE DISTINGUENT PLUS LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DE L'ACTIVISME

l'ethnocentrisme, le capitalisme et les survivances du colonialisme. Comment dès lors s'étonner que l'antisémitisme soit relativisé voire invisibilisé, les juifs étant assimilés, dans la pensée indigéniste, à un groupe auxiliaire des «dominants» et à des colonialistes? Force est alors de constater que les antisémites sont légion, mais que l'antisémitisme a disparu.

Il y a des chercheurs pour lesquels l'obsession d'une «question juive», l'idée d'un affrontement émancipateur entre «sionistes» et «indigènes», le recours à la racialisation et à la séparation en fonction des origines constitueraient des bases d'échange acceptables dans l'espace universitaire ou l'institution scolaire. Aussi ne sait-on plus vraiment si les propos antisémites, sexistes, homophobes ou encore xénophobes font partie des «opinions» ouvertes à la discussion ou, à l'opposé, sont condamnables au nom de la loi et des principes de la démocratie.

Le texte publié ce 24 novembre par *Libération* («Contre le lynchage médiatique et les calomnies visant les anti-

racistes») participe de ce brouillage. Il ne serait pas permis de condamner, comme nous venons de le faire, les vecteurs de l'antisémitisme ordinaire sans être englobés dans la sphère identitaire fondamentalement xénophobe. Nous ne sommes pas de ceux-là: notre combat contre les idéologies d'exclusion profondément antirépublicaines, lesquelles témoignent de l'intolérance à la diversité visible, est sans concession. ■



Emmanuel Debono est historien, **Alain Policar** est sociologue. **Sont également cosignataires de cette tribune: Antoine Bevort, sociologue; André Comte-Sponville, philosophe; Claudine Cohen, historienne; Danielle Delmaire, historienne; Michel Dreyfus, historien; Alexandre Escudier, historien et politiste; Christian Gilain, mathématicien; Yana Grinshpun, linguiste; Valérie Igounet, historienne; Yann Jurovics, juriste; Jean-Claude Lescure, historien; Françoise Longy, philosophe; Céline Masson, psychopathologue; Isabelle de Mecquenem, philosophe; Valéry Rasplus, sociologue; Bernard Reber, philosophe; Myriam Revault d'Allonnes, philosophe; Christophe Tarricone, historien; Francis Wolff, philosophe; Paul Zawadzki, politiste. Retrouvez l'intégralité des signataires sur Lemonde.fr**